

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales, de Notre Ministre de la Justice et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Les mutualités et les organismes assureurs visés à l'article 2, g) et i) de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994 sont dispensés, pour l'application de ladite loi coordonnée, de l'application de l'article 20, § 1er, 1^o, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la Sécurité sociale, pour une durée maximale de deux ans à partir de la date du présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1992.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 décembre 1994.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken, van Onze Minister van Justitie en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluten Wij :

Artikel 1. De ziekenfondsen en de verzekeringsinstellingen bedoeld in artikel 2, g) en i) van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994 worden, voor de toepassing van genoemde gecoördineerde wet, vrijgesteld van de toepassing van artikel 20, § 1, 1^o, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale zekerheid, voor een termijn van maximum twee jaar vanaf de datum van onderhavig besluit.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1992.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 december 1994.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

F. 95 — 885

8 FEVRIER 1995. — Arrêté royal fixant les modalités selon lesquelles le Fonds d'équipements et de services collectifs affecte les moyens financiers visés à l'article 15, § 2, alinéa 2, de la loi du 10 juin 1993 transposant certaines dispositions de l'accord interprofessionnel du 9 décembre 1992 à l'octroi de subventions à des projets d'accueil d'enfants de 0 à 12 ans

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 juin 1993 transposant certaines dispositions de l'accord interprofessionnel du 9 décembre 1992, notamment l'article 15, § 2, alinéa 2;

Vu les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, notamment l'article 107, § 1er, 1^o, modifié par l'arrêté royal n^o 122 du 30 décembre 1982 et par la loi du 29 décembre 1990 et l'article 107, § 2, modifié par l'arrêté royal n^o 122 du 30 décembre 1982;

Vu l'avis du comité de gestion de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés, émis le 8 juillet 1994;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

- le Ministre : le Ministre qui a la Prévoyance sociale dans ses attributions;
- Office : l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés;
- comité de gestion : le comité de gestion de l'Office;
- lois coordonnées : les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;
- loi du 10 juin 1993 : la loi du 10 juin 1993 transposant certaines dispositions de l'accord interprofessionnel du 9 décembre 1992;
- fonds : le Fonds d'équipements et de services collectifs visé à l'article 107 des lois coordonnées;
- règlement spécial : le règlement visé à l'article 107, § 3, des lois coordonnées;
- le promoteur : la personne physique ou morale qui introduit le projet d'accueil;

N. 95 — 885

8 FEBRUARI 1995. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de wijze waarop het Fonds voor collectieve uitrusting en diensten de financiële middelen, bedoeld in artikel 15, § 2, tweede lid, van de wet van 10 juni 1993 tot omzetting van sommige bepalingen van het interprofessioneel akkoord van 9 december 1992, besteedt aan de toekenning van subsidies betreffende projecten voor de opvang van kinderen van 0 tot 12 jaar

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 10 juni 1993 tot omzetting van sommige bepalingen van het interprofessioneel akkoord van 9 december 1992, inzonderheid op artikel 15, § 2, tweede lid;

Gelet op het samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, inzonderheid op artikel 107, § 1, 1^o, gewijzigd door het koninklijk besluit nr. 122 van 30 december 1982 en door de wet van 29 december 1990 en op artikel 107, § 2, gewijzigd door het koninklijk besluit nr. 122 van 30 december 1982;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers, gegeven op 8 juli 1994;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

- de Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid de Sociale Voorzorg behoort;
- Rijksdienst : de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers;
- beheerscomité : het beheerscomité van de Rijksdienst;
- samengeordende wetten : de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders;
- wet van 10 juni 1993 : de wet van 10 juni 1993 tot omzetting van sommige bepalingen van het interprofessioneel akkoord van 9 december 1992;
- fonds : het Fonds voor collectieve uitrusting en diensten bedoeld in artikel 107 van de samengeordende wetten;
- bijzonder reglement : het reglement bedoeld in artikel 107, § 3, van de samengeordende wetten;
- de promotor : de natuurlijke persoon of de rechtspersoon die het project inzake kinderopvang indient;

— frais de fonctionnement : les frais déterminés comme tels par le présent arrêté;

— charge salariale : la charge salariale du personnel engagé dans le cadre du projet.

Art. 2. Les subventions accordées en application du présent arrêté royal pour des projets d'accueil d'enfants de 0 à 3 ans et pour des projets d'accueil d'enfants de 2,5 à 12 ans pendant les périodes de congés scolaires, avant et après l'école et le mercredi après-midi sont financées par la cotisation visée à l'article 15, § 2, alinéa 2, de la loi du 10 juin 1993.

Les subventions prévues par le présent arrêté royal sont accordées pour les projets introduits auprès du fonds à partir du 1er janvier 1994.

L'octroi des subventions par le fonds selon les règles déterminées par le présent arrêté est limité aux charges salariales et aux frais de fonctionnement engagés par le promoteur jusqu'au 31 décembre 1996.

Art. 3. § 1er. Le comité de gestion décide de l'octroi des subventions aux promoteurs. Ces subventions sont versées à terme échu et sur production des documents justificatifs visés à l'article 8.

Le comité de gestion peut décider d'accorder des avances sur la subvention annuelle selon les conditions fixées par le règlement spécial.

§ 2. Pour obtenir les subventions, le promoteur doit remplir les conditions suivantes :

— le projet doit accorder une priorité d'accès à concurrence de 60 % au moins aux enfants bénéficiaires des allocations familiales en vertu des lois coordonnées;

— le promoteur doit fournir la preuve de l'engagement de personnel supplémentaire suivant les modalités fixées par le règlement spécial;

— le promoteur doit avoir introduit une demande de contrôle auprès de l'autorité compétente.

Art. 4. § 1er. Les projets doivent être introduits auprès du fonds, sur la base d'un formulaire de demande dont le modèle est fixé par le comité de gestion dans le règlement spécial.

§ 2. Le formulaire de demande comprend, au moins, les renseignements suivants :

— le type d'accueil offert aux enfants;

— le nombre de personnes mises au travail et leur qualification;

— le nombre d'enfants et leur âge, ainsi que le nombre d'enfants bénéficiaires d'allocations familiales en vertu des lois coordonnées;

— la demande de contrôle adressée à l'autorité compétente;

— l'évaluation du coût du projet, en indiquant, d'une part, l'évaluation de la charge salariale et, d'autre part, l'évaluation des frais de fonctionnement;

— les différentes sources de financement;

— le montant de l'intervention personnelle des parents.

Art. 5. § 1er. Les personnes mises au travail dans le cadre d'un projet visé par le présent arrêté doivent être engagées dans les liens d'un contrat de travail.

§ 2. Si une subvention est demandée pour couvrir le coût salarial des personnes visées au § 1er, ces personnes ne peuvent avoir été occupées à temps plein chez le même employeur au cours des douze mois précédant la demande d'intervention du fonds.

Toutefois, la disposition de l'alinéa précédent n'est pas d'application pour le personnel engagé par le promoteur dans le cadre d'un projet subsidié, soit par le Fonds pour l'emploi en vertu de l'arrêté royal du 7 septembre 1993 portant exécution de l'article 4 de la loi du 10 juin 1993, soit par le fonds en vertu du présent arrêté.

Art. 6. § 1er. La subvention du fonds est une source subsidiaire de financement.

La subvention accordée en vertu du présent arrêté cumulée, le cas échéant, avec d'autres avantages financiers, subventions ou primes, ne peut, en aucun cas, entraîner un financement du projet supérieur à 100 % de son coût.

§ 2. La subvention dans les charges salariales est limitée aux barèmes applicables pour une même fonction exercée dans les services publics fédéraux et à 80 % des autres frais de fonctionnement.

— werkingskosten : de bij dit besluit als dusdanig omschreven kosten;

— loonlast : de loonlast van het personeel dat in het kader van het project is aangeworven.

Art. 2. De subsidies toegekend bij toepassing van dit koninklijk besluit voor projecten voor de opvang van kinderen van 0 tot 3 jaar en voor projecten voor de opvang van kinderen van 2,5 tot 12 jaar tijdens de schoolvakantie, voor en na de schooltijd en op woensdag namiddag, worden gefinancierd door de bijdrage bedoeld in artikel 15, § 2, tweede lid, van de wet van 10 juni 1993.

De bij dit koninklijk besluit voorziene subsidies worden toegekend voor projecten die vanaf 1 januari 1994 bij het fonds worden ingediend.

De toekenning van toelagen door het fonds volgens de bij dit besluit vastgelegde regels, is beperkt tot de loonlast en tot de werkingskosten die de promotor tot 31 december 1996 heeft vastgelegd.

Art. 3. § 1. Het beheerscomité beslist subsidies aan de promotoren toe te kennen. Die subsidies worden uitbetaald na vervallen termijn en na op overlegging van de in artikel 8 bedoelde stukken ter staving.

Het beheerscomité kan voorschotten toekennen op de jaarlijkse subsidie onder de voorwaarden bepaald in het bijzonder reglement.

§ 2. Om subsidies te bekomen moet de promotor aan de hierna volgende voorwaarden voldoen :

— het project moet voor ten minsten 60 pct. bij voorrang toegankelijk zijn voor op kinderen die krachtens de samengeordende wetten recht geven op kinderbijslag;

— de promotor moet het bewijs leveren van de aanwerving van bijkomend personeel volgens de bij het bijzonder reglement vastgelegde modaliteiten;

— de promotor moet een aanvraag om controle ingediend hebben bij de bevoegde overheid.

Art. 4. § 1. De projecten moeten bij het fonds ingediend worden aan de hand van een aanvraagformulier waarvan het model bepaald wordt door het beheerscomité in het bijzonder reglement.

§ 2. Het aanvraagformulier moet tenminste de hierna volgende inlichtingen bevatten :

— het type kinderopvang dat voor de kinderen wordt aangeboden;

— het aantal tewerkgestelde personen en hun beroepsbekwaamheid;

— het aantal kinderen en hun leeftijd, alsook het aantal op kinderbijslag rechtgevendende kinderen krachtens de samengeordende wetten;

— de aanvraag om controle, ingediend bij de bevoegde overheid;

— de raming van de kosten van het project, met vermelding, enerzijds, van de raming van de loonlast en, anderzijds, van de raming van de werkingskosten;

— de verschillende financieringsbronnen;

— het bedrag van de persoonlijke tegemoetkomingen van de ouders.

Art. 5. § 1. De personen tewerkgesteld in het kader van een in dit besluit bedoeld project moeten worden aangenomen bij arbeids-overeenkomst.

§ 2. Indien een subsidie wordt gevraagd om de loonkosten van de in § 1 bedoelde personen te dekken, mogen deze personen niet voltijds tewerkgesteld zijn geweest bij dezelfde werkgever tijdens de twaalf maanden voor de aanvraag om tegemoetkoming van het fonds.

De bepaling van het vorig lid is evenwel niet van toepassing voor het personeel dat de promotor heeft aangeworven in het kader van een project dat ofwel door het Tewerkstellingsfonds wordt gesubsidieerd krachtens het koninklijk besluit van 7 september 1993 houdende uitvoering van artikel 4 van de wet van 10 juni 1993, ofwel door het fonds krachtens dit besluit.

Art. 6. § 1. De subsidie van het fonds is een aanvullende financieringsbron.

De krachtens dit besluit toegekende toelage mag, samengevoegd met eventuele andere financiële voordelen, toelagen of premies, in geen enkel geval leiden tot een financiering van het project boven 100 % van zijn kosten.

§ 2. De subsidie in de loonlasten is beperkt tot de weddeschalen die van toepassing zijn voor een zelfde ambt uitgeoefend in de federale overheidsdiensten, en tot 80 pct. van de overige werkingskosten.

§ 3. Par frais de fonctionnement, il faut entendre :

- les frais de déplacement et de formation du personnel engagé dans le cadre du projet et nécessaires au bon déroulement de ce projet;
- les frais d'assurance et de pharmacie;
- l'entretien journalier des locaux et de la lingerie;
- les frais de chauffage, d'eau, d'électricité, de téléphone et de bureau;
- l'achat de jouets et de matériel didactique.

§ 4. La subvention ne peut en aucun cas porter sur les frais d'infrastructure du projet.

Par frais d'infrastructure, il faut entendre :

- les frais de premier établissement, à savoir, l'achat des équipements tels que le mobilier, la vaisselle, la lingerie ou le matériel informatique;
- les frais de construction ou d'achat de locaux;
- les loyers afférents aux locaux occupés;
- les divers travaux d'aménagement, comprenant ou non le gros œuvre.

Art. 7. Le comité de gestion peut constituer en son sein un comité technique chargé d'examiner les demandes de subventions.

La composition et les règles de fonctionnement de ce comité sont déterminées par un règlement spécial spécifique, soumis à l'approbation du Ministre.

Art. 8. A l'expiration de l'exercice, les promoteurs adressent à l'Office, sous peine de forclusion, pour le 31 janvier au plus tard, un état récapitulatif des prestations de travail et des frais de fonctionnement de l'exercice écoulé, dont le comité de gestion fixe le modèle dans le règlement spécial.

Art. 9. Les promoteurs bénéficiaires de subventions en vertu du présent arrêté doivent se soumettre au contrôle de l'Office portant sur leur gestion administrative et financière.

Ils doivent également fournir tous renseignements qui seraient demandés par l'Office dans un but d'études.

Art. 10. En cas de mauvaise gestion du projet par le promoteur ou de non-respect par celui-ci des conditions du présent arrêté, le comité de gestion peut revoir la subvention ou la retirer.

Le comité de gestion détermine, dans le règlement spécial, les modalités de remboursement des subventions.

Art. 11. Les familles qui, en application du présent arrêté, utilisent les services subventionnés d'accueil pour enfants sont soumises au contrôle de l'Office dans les mêmes conditions qu'elles le sont en vertu des lois coordonnées.

Art. 12. L'arrêté royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités ou allocations de toute nature qui sont, en tout ou en partie, à charge de l'Etat, est applicable aux déclarations à faire en ce qui concerne les subventions prévues par le présent arrêté.

Art. 13. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1994.

Art. 14. Notre Ministre des Affaires sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 février 1995.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

§ 3. Onder werkingskosten moet men worden verstaan :

- de verplaatsings- en opleidingskosten van het personeel dat in het kader van het project is aangeworven en die nodig zijn voor het goed verloop van dit project;
- de verzekerings- en farmaceutische kosten;
- het dagelijks onderhoud van de lokalen en van het linnen;
- de kosten voor verwarming, water- en elektriciteitsvoorziening, de telefoon- en bureaustkosten;
- het aankopen van speelgoed en van didactisch materieel.

§ 4. De subsidie mag in geen enkel geval betrekking hebben op de infrastructuurkosten van het project.

Onder infrastructuurkosten moeten worden verstaan :

- de eerste inrichtingskosten, namelijk het aankopen van gerei zoals meubilair, vaatwerk, linnen of informatica-apparaat;
- de bouw- of aankoopkosten van lokalen;
- de huur voor de bezette lokalen;
- alle andere inrichtingskosten, de ruwbouw al dan niet inbegrepen.

Art. 7. Het beheerscomité kan een technisch comité oprichten, belast met het onderzoek van de aanvragen om subsidies.

De samenstelling en de werkingsregelen van dit comité zijn vastgelegd in een specifiek bijzonder reglement dat door de Minister wordt goedgekeurd.

Art. 8. Op het einde van het dienstjaar bezorgen de promotoren, op straffe van verval, de Rijksdienst uiterlijk 31 januari een samen-vattende staaty met de arbeidsprestaties en de werkingskosten van het afgelopen dienstjaar, volgens het model vastgelegd door het beheerscomité in het bijzonder reglement.

Art. 9. De promotoren die krachtens die besluit subsidies ontvangen moeten zich onderwerpen aan de controle van hun administratief en financieel beheer door de Rijksdienst.

Zij moeten eveneens alle inlichtingen verstrekken die door de Rijksdienst voor studietoelagen zouden gevraagd worden.

Art. 10. In geval van wanbeheer door de promotor van het project of wanneer hij de voorwaarden van dit besluit niet naleeft, kan het beheerscomité de subsidie herzien of intrekken.

Het beheerscomité legt in het bijzonder reglement de modaliteiten voor de terugbetaling van de subsidies vast.

Art. 11. De gezinnen die met toepassing van dit besluit gebruik maken van gesubsidieerde diensten voor kinderopvang zijn onderworpen aan de controle door de Rijksdienst onder dezelfde voorwaarden als die van de gecoördineerde wetten.

Art. 12. Het koninklijk besluit van 31 mei 1933 betreffende verklaringen te doen in verband met subsidies, vergoedingen en toelagen van elke aard, die geheel of gedeeltelijk ten laste van de Staat zijn, is van toepassing op de verklaringen welke moeten worden gedaan in verband met de in dit besluit bedoelde subsidies.

Art. 13. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1994.

Art. 14. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 februari 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

F. 95 — 886

[C — 22049]

9 FEVRIER 1995. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 29 octobre 1987 portant exécution de l'article 18bis des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés

ALBERT II, Roi des Belges.

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, notamment l'article 18bis, insère par la loi du 1er août 1985.

N. 95 — 886

[C — 22049]

9 FEBRUARI 1995. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 oktober 1987 tot uitvoering van artikel 18bis van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders

ALBERT II, Koning der Belgen.

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen. Onze Groet.

Gelet op de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, inzonderheid op artikel 18bis, ingevoegd door de wet van 1 augustus 1985.